



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 00001/AGIO/MINEE/
CIPM/CCCM-SPI/2026 DU 21 AOÛT 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT
CHARGE DE L'ELABORATION DUNE POLITIQUE TARIFAIRE DE L'ELECTRICITE AU
CAMEROUN.

Financement : Budget d'Investissement Public MINEE, Exercice 2026

Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Eau et de l'Energie

1. OBJET DE LA CONSULTATION

L'objectif général est de mettre en place une politique tarifaire de l'électricité équitable, transparente et durable, permettant d'assurer l'accès universel à une électricité fiable et abordable, tout en garantissant la viabilité financière du secteur électrique.

2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le cabinet devra :

Diagnostic du cadre tarifaire et institutionnel

Le Consultant procédera à :

- L'analyse du cadre législatif et réglementaire applicable ;
- L'analyse des rôles institutionnels des différents acteurs ;
- L'évaluation des mécanismes actuels de fixation et d'ajustement des tarifs ;
- L'identification des contraintes institutionnelles affectant la soutenabilité du secteur.

Analyse économique et financière du secteur

Le Consultant analysera notamment :

- La structure des coûts de production, transport et distribution ;
- La structure tarifaire actuelle ;
- Les mécanismes de compensation ;
- La chaîne de paiement sectorielle ;
- Les arriérés et impayés ;
- Les impacts des déséquilibres sectoriels sur la viabilité financière du secteur ;
- L'évaluation de l'impact du cadre tarifaire actuel sur l'attractivité du secteur pour les investissements privés ;
- L'analyse des conditions tarifaires nécessaires à la bancabilité des projets énergétiques et à la mobilisation des Producteurs Indépendants d'Électricité (IPP) ;
- L'évaluation des risques budgétaires et des engagements financiers directs et contingents supportés par l'État ;
- L'analyse de la soutenabilité à moyen et long termes des mécanismes de compensation tarifaire.

Analyse de la soutenabilité sociale et politique

Le Consultant devra :

- Évaluer l'impact des tarifs actuels sur les différentes catégories de consommateurs ;

BM

- Identifier les catégories vulnérables;
- Analyser les risques sociaux et politiques liés aux réformes tarifaires ;
- Proposer des mécanismes d'atténuation et d'acceptabilité sociale.

Analyse comparative internationale

Le Consultant réalisera une analyse comparative des expériences internationales et africaines pertinentes en matière de politique tarifaire et de régulation du secteur de l'électricité.

Une attention particulière sera accordée aux expériences de pays africains ayant mis en œuvre des mécanismes de tarification progressive, des cadres de compensation transparents ou des réformes favorisant les investissements privés.

Élaboration de la Politique Tarifaire Nationale

Le Consultant élaborera une proposition de Politique Tarifaire Nationale intégrant notamment :

- Les principes directeurs de la politique tarifaire ;
- Les objectifs de soutenabilité financière et budgétaire ;
- Les principes de protection sociale ;
- Les mécanismes d'ajustement tarifaire ;
- Les principes d'allocation des risques ;
- Les mécanismes de compensation ;
- Les principes de prévisibilité réglementaire ;
- Les mécanismes de gouvernance et de suivi.

Renforcement des capacités et capitalisation des expériences

Le Consultant devra :

- Assurer le transfert des connaissances, méthodes et outils développés dans le cadre de l'étude ;
 - Organiser des activités de renforcement des capacités au profit des administrations et institutions concernées ;
 - Capitaliser les expériences pertinentes de pays ayant mis en œuvre des politiques tarifaires du secteur électrique ;
- Accompagner la réalisation d'au moins une activité structurée d'échanges techniques ou de retour d'expérience permettant aux parties prenantes nationales de tirer les enseignements applicables au contexte camerounais.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations objets de ce dossier de consultation d'entreprise est en un (01) lot unique.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est évalué à **100 000 000 (Cent Millions) de FCFA TTC**.

5. DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la surveillance et le contrôle des travaux, objet du présent Appel d'Offres est de **six (6) mois** après notification de l'Ordre de Service de démarrage.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais et étranger ayant une expérience avérée dans le domaine l'élaboration de la politique tarifaire. La participation sous forme de groupement est admise à condition que le chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7. Financement

Les prestations du présent Appel d'offres sont financées par l'appui au Gouvernement du Cameroun par le Budget d'Investissement Public du MINEE, Exercice 2026 .

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, assorti d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC, acquitté à la main, timbrée au tarif en vigueur, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO, dont le montant s'élève à **un million (1 000 000) francs CFA** toutes taxes comprises (TTC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. ***L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission entraînera le rejet pur et simple de l'offre.*** Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du DAO

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 03T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 22 61 83, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>**, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres International ouvert (DAOIO) peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 03T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 22 61 83, dès publication du présent avis moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de **cent mille (100 000) Francs CFA**.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission des offres est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Les offres devront être rédigées en français ou en anglais, et soumises **uniquement en ligne** par les soumissionnaires sur la plateforme COLEPS au plus tard le **17 SEP 2026** à **10 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra

être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis. La réception de la copie de sauvegarde est conditionnée la présentation de la quittance de paiement des frais d'acquisition du DAO de **cent mille (100 000) Francs CFA**.

Lors du dépôt de la copie de sauvegarde, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des Offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage, les offres :

- parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- non-conformes au mode de soumission ;
- dont l'enveloppe scellée contenant la copie de sauvegarde ne comporte aucune indication concernant l'identité de l'appel d'offres ni celle du soumissionnaire.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. L'absence de la caution de soumission assortie d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps :

- L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le **17 SEPT 2026** à **11 heures** par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie, dans la salle de réunions de ladite Commission sise au 2^{ème} étage du Bâtiment annexe N°2 à Mvog Ada-Yaoundé.
- Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative minimale de **80 points sur 100** seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à **une date ultérieure** après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. ÉVALUATION DES OFFRES

15-1 : Critères éliminatoires :

- 1) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis accompagné du récépissé CDEC ;
- 2) Non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- 3) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- 4) Note technique inférieure à **80 points** sur 100 ;
- 5) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- 6) Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en ligne ;
- 7) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 8) Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- 9) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 10) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 11) Absence de l'offre financière témoin ;
- 12) Présence d'une information financière dans les offres administrative et technique ;
- 13) Non-respect du profil du Chef de mission ;
- 14) Absence de la capacité financière d'un montant de **30 000 000 FCFA** ;

15-2 : Critères essentiels

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

N°	CRITERES	NOTATION (Points)
1.	Présentation Général de l'offre	5
2.	Références du prestataire	25
3.	Expérience et qualification du personnel affecté à la mission	60
4.	Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission	10
	TOTAL	Note /100

15-3 Evaluation des offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées en fonction des critères ci-après :

$$SF = FM \times 100 / F$$

SF= Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

FM= Montant évalué de l'offre la mieux-disante,

F = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. ATTRIBUTION

L'Autorité Contractante ou le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre aura été évaluée la mieux-disante, jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17. Nombre maximum de lots

Le présent Appel d'Offre est en un lot.

18. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 120 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

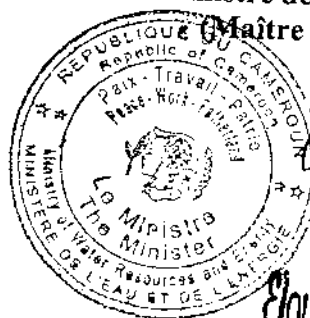
Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit au Service des Marchés Publics du MINEE Tél : 222 23 00 13 ou à la Direction de l'Électricité du MINEE B.P 70 Yaoundé, Tél. 222 22 61 83.

20. Dénonciation

Corruption ou mauvaise pratiques «pour tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques », bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25 /699 37 07 48 .

Yaoundé, le 21 AOÛT 2020

Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie
(Maître d'Ouvrage)



Eloundou Essomba Gaston

Ampliations:

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication)
- CIPM/MINEE (pour information)
- CCCM/SPI (pour information)
- DAG/SMP (pour archivage)
- Affichage chrono .



NOTICE OF OPEN INTERNATIONAL CALL FOR TENDER N° 25000111 /AOIO
/MINEE/CIPM/CCCM-SPI/2026 OF 21 OCT 2026 FOR THE RECRUITMENT OF A
CONSULTANT RESPONSIBLE FOR DEVELOPING AN ELECTRICITY TARIFF POLICY IN
CAMEROON.

Funding: MINEE Public Investment Budget , Fiscal Year 2026
Project Owner : Minister of Water and Energy

1. SUBJECT OF THE CONSULTATION

The overall objective is to establish a fair, transparent and sustainable electricity tariff policy, ensuring universal access to reliable and affordable electricity, while guaranteeing the financial viability of the electricity sector.

2. SCOPE OF WORK

The firm will need to:

Diagnosis of the tariff and institutional framework

The Consultant will proceed to:

- analysis of the applicable legislative and regulatory framework;
- the analysis of the institutional roles of the different actors;
- the evaluation of current mechanisms for setting and adjusting tariffs;
- the identification of institutional constraints affecting the sustainability of the sector.

Economic and financial analysis of the sector

The Consultant will analyze, in particular:

- the cost structure of production, transport and distribution;
- the current tariff structure;
- compensation mechanisms;
- the sectoral payment chain;
- arrears and unpaid debts;
- the impacts of sectoral imbalances on the financial viability of the sector;
- the assessment of the impact of the current tariff framework on the attractiveness of the sector for private investment;
- the analysis of the tariff conditions necessary for the bankability of energy projects and the mobilization of Independent Electricity Producers (IPPs);
- the assessment of budgetary risks and direct and contingent financial commitments borne by the State;
- the analysis of the medium and long-term sustainability of tariff compensation mechanisms.

Analysis of social and political sustainability

The Consultant will need to:

- assess the impact of current tariffs on different categories of consumers;
- identify vulnerable categories;
- analyze the social and political risks associated with tariff reforms;

- propose mechanisms for mitigation and social acceptability.

International comparative analysis

The Consultant will conduct a comparative analysis of relevant international and African experiences in tariff policy and regulation of the electricity sector.

Particular attention will be paid to the experiences of African countries that have implemented progressive pricing mechanisms, transparent compensation frameworks or reforms promoting private investment.

Development of the National Tariff Policy

The Consultant will develop a proposal for a National Tariff Policy incorporating, in particular:

- the guiding principles of tariff policy;
- the objectives of financial and budgetary sustainability;
- the principles of social protection;
- tariff adjustment mechanisms;
- the principles of risk allocation;
- compensation mechanisms;
- the principles of regulatory predictability;
- governance and monitoring mechanisms.

Capacity building and capitalizing on experiences

The Consultant will need to:

- ensure the transfer of knowledge, methods and tools developed within the framework of the study;
- organize capacity-building activities for the benefit of the administrations and institutions concerned;
- capitalize on relevant experiences from countries that have implemented electricity sector tariff policies;
- to support the implementation of at least one structured technical exchange or feedback activity enabling national stakeholders to draw lessons applicable to the Cameroonian context.

3. Tranches/Lotting

The services covered by this company consultation file are in one (01) single lot.

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this RFP.

4. PROJECTED COST

The estimated cost of services following the preliminary studies is estimated at **100,000,000 (One Hundred Million) FCFA including tax**

5. EXECUTION TIME

The maximum period stipulated by the Project Owner for the monitoring and control of the works, which are the subject of this Invitation to Tender, is **six (6) months**. after notification of the Start Service Order.

6. Participation and Origin

Participation in this invitation to tender is open to companies registered under Cameroonian and foreign law with proven experience in the field of studies, supply and construction of power distribution facilities. Participation in the form of a consortium is permitted on condition that the lead contractor is appointed and the specific responsibilities of each member are clearly defined.

7- FUNDING

The services of this Invitation to Tender are financed by support to the Government of Cameroon through the Public Investment Budget of the MINEE, Fiscal Year 2026.

8- Submission method

The submission method chosen for this consultation is the online method.

9- Bid bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid security, accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC (Commission for the Development of Public Procurement), paid by hand, stamped at the current rate, issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees for public procurement and listed in document 13 of the tender documents, the amount of which is **one million (1,000,000) CFA francs** inclusive of all taxes (TTC), and valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date. The absence of a bid security accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC, issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for public procurement, will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the tender in question is considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10- Consultation of the DAO

The physical file can be consulted free of charge at the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Department, 3rd floor of the TOWER of the ministerial building No. 1, door 03T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 22 61 83, from the date of publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armp.cm).

11- Acquisition of the Tender Documents

Open International Tender Dossier (DAOIO) can be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Department, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, door 03T12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 22 61 83, upon publication of this notice, subject to payment of a non-refundable fee for the acquisition of the tender dossier: **one hundred thousand (100,000) CFA francs**.

When collecting the tender documents, bidders must register by providing their full address (P.O. Box, Fax, Telephone, etc.).

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by free download from the addresses indicated above. However, the submission of bids is conditional upon payment of the tender document purchase fee.

12- Submission of bids

Bids must be written in French or English and submitted exclusively online by bidders via the COLEPS platform no later than 31 7 SEP 2026 at **10:00 AM**. A backup copy of the bid, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the above statement, within the specified deadline. Receipt of the backup copy is contingent upon presentation of the receipt for payment of the tender document acquisition fee of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**.

When submitting the backup copy, bidders must register by providing their full address (PO Box, Fax, Telephone, etc.).

File size and format

For online submissions, the maximum sizes of documents that will be transmitted through the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will ensure that compression software is used in order to reduce the size of the files to be transmitted if necessary.

13- Eligibility of Bids

The following offers will be rejected by the Project Owner:

- received after the deadlines for submission;
- without indication of the identity of the Invitation to Tender;
- not conforming to the submission method;
- whose sealed envelope containing the backup copy bears no indication concerning the identity of the call for tenders or that of the bidder.

Any incomplete offer, in accordance with the requirements of the Tender Documents, will be declared inadmissible. The absence of a bid security accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC, issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Tender Dossier, will result in the outright rejection of the offer without any recourse .

A bid security submitted but unrelated to the relevant tender is considered invalid. A bid security submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible .

14- Opening of the folds

The opening of the bids will take place in two stages:

- The opening of administrative documents and technical offers will take place on ~~17/05/2020~~ at **11 a.m.** by the Procurement Commission of the Ministry of Water and Energy, in the meeting room of said Commission located on the 2nd floor of Annex Building No. 2 in Mvog Ada-Yaoundé.
- Only the financial offers of bidders who have obtained the minimum qualifying technical score of **80 points out of 100** will be opened by the same Commission and in the same room at a **later date** after publication of the results of the technical evaluation.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or as certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations, of the Invitation to Tender. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of the bids or have been drawn up after the date of signature of the invitation to tender notice.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15- EVALUATION OF BIDS

15-1: Elimination criteria:

PM

1. Absence or non-compliance of the bid bond at the opening of the bids accompanied by the CDEC receipt;
2. Failure to produce, more than 48 hours after the opening of the bids, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing (except for the bid bond);
3. False statements, fraudulent maneuvers or falsified documents;
4. Technical score below **80 points** out of 100;
5. Absence of a sworn statement of not having abandoned the markets during the last three years;
6. Failure to comply with the file format for online bid submissions;
7. Absence of a quantified unit price in the financial offer;
8. Absence of an element of the financial offer (the submission, the unit prices, the bill of quantities);
9. Absence of a dated and signed integrity charter;
10. Absence of the dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
11. Absence of the sample financial offer;
12. Presence of financial information in administrative and technical bids;
13. Failure to meet the mission leader profile requirements ;
14. Lack of financial capacity amounting to **30,000,000 FCFA** .

15-2: Essential Criteria

Technical bids will be evaluated according to the following essential criteria:

N o.	CRITERIA	RATING (Points)
5.	General presentation of the offer	5
6.	Provider references	25
7.	Experience and qualifications of the personnel assigned to the mission	60
8.	Description of the methodology and work plan proposed to accomplish the mission	10
	TOTAL	Rating /100

15-3 Evaluation of financial bids

Only the financial offers of bidders whose technical offer has been declared admissible following the examination of the conformity of administrative documents (1st stage) and the technical evaluation (2nd stage) will be evaluated and scored according to the following criteria:

$$SF = FM \times 100/F$$

SF = Note relating to the amount of the financial offer of the bidder;

FM = Estimated amount of the best bid,

F = Evaluated amount of the bidder.

A weighting will be applied between the technical score and the financial score to obtain the final score N (technical-financial score) according to the following formula:

$$N = [(80 \times \text{Technical Rating}) + (20 \times \text{Financial Rating})] / 100$$

16- ATTRIBUTION

The Contracting Authority or the Project Owner will award the Contract to the Bidder whose Offer has been evaluated as the most advantageous, deemed to be substantially in accordance with the Tender Documents.

AM

17- Maximum number of batches

This Invitation to Tender is for one lot.

18- OFFER VALIDITY PERIOD

Bidders remain bound by their offers for 120 days from the deadline set for the submission of offers.

19- Additional information

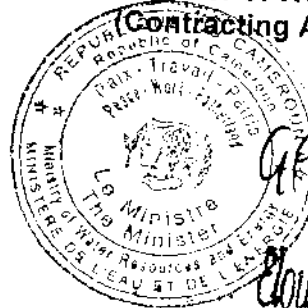
Further technical information can be obtained during working hours either from the Public Procurement Department of MINEE Tel: 222 23 00 13 or from the Electricity Directorate of MINEE BP 70 Yaoundé, Tel. 222 22 61 83.

20- Denunciation

Corruption or bad practices "for attempted corruption or acts of bad practices", please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 /699 37 07 48.

Yaoundé, 21 AUG 2026

**The Minister of Water and Energy
(Contracting Authority)**



[Handwritten signature]

Eloundou Essomba Gaston

Copies:

- MINMAP (for information)
- ARMP (for publication)
- CIPM/MINEE (for information)
- CCCM/SPI (for information)
- DAG/SMP (for archiving)

Chronograph display .